



Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel  
**U N O W A S**  
United Nations Office for West Africa and the Sahel

*Ensemble pour la Paix*

*Together for Peace*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **35<sup>e</sup> RÉUNION DE HAUT NIVEAU DES CHEFS DES MISSIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES EN AFRIQUE DE L'OUEST**

**Dakar, 04 février 2020-** À l'invitation du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, les chefs des missions des Nations Unies en Afrique de l'Ouest ont tenu leur 35<sup>ème</sup> réunion de haut niveau le 4 février 2020 à Dakar, au Sénégal.

L'objectif était de renforcer la coordination afin d'améliorer les synergies pour relever les défis communs auxquels sont confrontées les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Les représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies au Mali (MINUSMA), Mahamat Saleh Annadif, en Guinée-Bissau (BINUGBIS), Rosine Sori-Coulibaly, et pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, étaient présents. Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), François Louncény Fall, les coordinateurs résidents des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Philippe Poinot et le Libéria, Kingsley Amaning, et le directeur de la division Afrique de l'Ouest du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix et des Opérations, Abdel-Fatau Musah, étaient également présents.

Les discussions ont porté sur la situation et les tendances politiques, socio-économiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi que sur leur impact sur les régions voisines, notamment la région d'Afrique centrale. Les participants ont exprimé leurs condoléances aux familles des victimes d'attaques d'extrémistes violents, tant civils que militaires, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger, ainsi que dans le bassin du lac Tchad, tout en condamnant fermement les attaques contre les civils et les casques bleus. Ils ont souligné la nécessité d'une approche multidimensionnelle et régionale pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité et ont appelé à une coopération renforcée entre tous les acteurs et gouvernements concernés.

1. Les représentants spéciaux, les chefs de mission et les coordinateurs résidents ont salué les efforts déployés pour maintenir la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire et se sont félicités du lancement récent par le gouvernement d'une nouvelle phase de dialogue politique sur le code électoral, à l'approche de l'élection présidentielle de 2020. Ils ont exprimé leur préoccupation face à la crise de confiance croissante entre les principaux acteurs du processus électoral et ont encouragé un engagement constructif de toutes les parties prenantes au dialogue, afin de garantir un large consensus et une inclusion de tous dans le processus électoral. Les participants ont salué les efforts du coordinateur résident et de l'équipe pays des Nations

unies pour mettre en œuvre les recommandations de la mission d'évaluation des besoins électoraux des Nations unies, déployée du 11 au 22 novembre 2019. Les participants ont également salué les initiatives régionales et internationales visant à renforcer la crédibilité du processus électoral, et ont exhorté tous les acteurs politiques à promouvoir la paix et la stabilité.

2. Les chefs de mission ont exprimé leur inquiétude face aux tensions et à la violence politiques actuelles ainsi qu'aux violations des droits de l'homme en Guinée, et ont appelé tous les acteurs à faire preuve de retenue et à engager un dialogue constructif pour résoudre leurs différends avant les prochaines élections législatives et présidentielles dans le plus grand respect des principes démocratiques et de l'État de droit. Ils ont encouragé tous les acteurs à prendre des mesures pour promouvoir la cohésion sociale et éviter l'utilisation d'un langage incendiaire.

3. Les chefs de mission se sont félicités de la tenue d'élections présidentielles pacifiques en Guinée-Bissau, qui se sont achevées le 29 décembre 2019, et ont félicité le peuple de Guinée-Bissau pour avoir exercé activement son devoir civique, et les acteurs politiques d'avoir eu recours à des moyens juridiques pour contester les résultats des élections, ainsi que les acteurs nationaux et les partenaires internationaux pour le soutien et la collaboration qu'ils ont apporté. Toutefois, ils ont exprimé leur préoccupation quant au fait que les efforts de stabilisation post-électorale sont confrontés à de sérieux défis en raison de la méfiance et de la polarisation persistantes entre les acteurs politiques. Les chefs de mission ont exhorté tous les acteurs politiques à placer les intérêts nationaux au-dessus des considérations personnelles et partisans afin de parvenir à un consensus sur les priorités nationales importantes pour consolider la paix et la stabilité. Ils ont encouragé les partenaires, en particulier le Groupe des cinq (UA, CPLP, CEDEAO, UE et ONU) à continuer de coordonner leurs efforts et à soutenir les acteurs politiques bissau-guinéens afin de favoriser un véritable dialogue, la paix et le développement dans le pays.

4. Les chefs de mission ont pris note du point fait sur la situation politique et économique actuelle au Liberia, en particulier la manifestation du 6 janvier, et se sont félicités du dialogue engagé par le gouvernement, les groupes de pression et les partis politiques d'opposition, qui a permis de garantir le caractère pacifique de la manifestation. Ils ont exhorté le peuple et le gouvernement du Liberia à poursuivre les efforts visant à relever les divers défis politiques, économiques et de gouvernance auxquels le pays est confronté et ont réitéré l'importance du maintien de la paix et de la sécurité. Les chefs de mission ont également exhorté la Commission électorale nationale et le gouvernement à assurer le bon déroulement des élections sénatoriales d'octobre 2020, conformément à la Constitution. Ils ont appelé tous les acteurs politiques à s'abstenir d'utiliser des discours incendiaires qui compromettent la réconciliation nationale et la cohésion sociale. Ils ont salué le soutien coordonné de l'équipe pays des Nations unies au Liberia ainsi que le partenariat solide entre les Nations unies, la CEDEAO et les partenaires internationaux, notamment en matière de prévention des conflits et de bons offices. Les chefs de mission ont appelé la communauté internationale à poursuivre son soutien au Liberia afin de renforcer encore la consolidation de la paix et le développement durable.

5. Les chefs de mission ont noté avec satisfaction la tenue du Dialogue National Inclusif au Mali. Les résolutions et recommandations qui en ont résulté témoignent de l'importance et de la pertinence des débats, ce qui laisse présager une amélioration du climat politique. La reprise des travaux du Comité de Suivi de la mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation au Mali doit être saisie comme une opportunité pour accélérer le processus de paix. Les chefs de mission ont exprimé leur préoccupation face à la détérioration de la situation sécuritaire et ont déploré les pertes en vies humaines des forces maliennes et étrangères, dont ils ont salué les sacrifices. Ils ont également encouragé le gouvernement Malien à continuer de prendre les mesures nécessaires, avec l'appui de la MINUSMA, pour trouver des solutions politiques durables à la situation préoccupante dans le centre du pays.

6. Les chefs de mission se sont félicités du dialogue politique en cours au Sénégal, ont exprimé leur satisfaction au sujet des étapes importantes franchies jusqu'à présent et ont noté qu'un accord consensuel sur un nouveau code électoral avant les élections locales consolidera encore le bilan du Sénégal en matière de gouvernance démocratique. Ils se sont également félicités de l'engagement politique ferme de mettre pleinement en œuvre toutes les recommandations, dans le but de renforcer la cohésion nationale qui aidera au développement national.

7. Les chefs de mission ont également salué la tenue d'un dialogue politique au Bénin et ont encouragé tous les acteurs à promouvoir l'inclusion dans les processus politiques et électoraux tout en soulignant la nécessité de poursuivre le dialogue pour répondre aux griefs politiques. Ils ont exhorté tous les acteurs à œuvrer collectivement à la création d'un climat pacifique pour les élections locales de 2020.

8. Les chefs de mission se sont félicités des progrès accomplis dans la préparation de l'élection présidentielle au Togo et ont encouragé tous les acteurs à s'engager à la conduire de manière pacifique et à régler tout différend dans le plus grand respect de l'État de droit.

9. Les chefs de mission ont encouragé les parties prenantes en Gambie à poursuivre les réformes clés en vue de la stabilisation post-transition dans le plein respect de l'État de droit, des droits de l'homme et dans l'esprit du dialogue.

10. Les chefs de mission ont félicité la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour ses efforts visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la région, notamment en encourageant des processus électoraux pacifiques. Ils ont salué le leadership de la CEDEAO dans l'intensification des efforts pour faire face à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme et dans la mise en œuvre des décisions prises à cet égard lors des sommets de Ouagadougou en septembre et d'Abuja en décembre 2019.

11. Les chefs de mission ont salué le renforcement de la collaboration entre l'Union du fleuve Mano (UFM) et le système des Nations unies dans le bassin de l'UFM en 2019.

12. Les chefs de mission ont indiqué que, bien que le déroulement des élections dans la région continue de s'améliorer, les périodes pré et post électorales continuent d'être marquées par des tensions. À cet égard, ils ont appelé les autorités et les acteurs nationaux à travailler ensemble pour garantir des conditions qui contribuent à créer un environnement propice à la tenue d'élections pacifiques, inclusives, transparentes et crédibles en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Burkina Faso, au Togo et au Ghana en 2020.

13. Les chefs de mission se sont félicités de l'intensification des opérations de la force conjointe du G5 Sahel, conformément aux récents engagements pris à Pau (France) le 13 janvier 2020 par la France et les pays du G5 Sahel. Ils ont souligné qu'une approche multidimensionnelle, notamment par la mise en place de sa composante Police, et le respect des droits de l'homme sont essentiels pour le succès de la Force conjointe.

14. Les chefs de mission ont exprimé leur profonde inquiétude face à la violence contre la population civile et les forces de sécurité et de défense, qui a augmenté dans la région du Sahel en 2019. Ils ont déploré qu'au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les groupes armés terroristes ont pu étendre leur présence, entraînant un nombre sans précédent de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ils ont salué la volonté collective des sept pays de la région, dans le cadre de l'initiative d'Accra, de renforcer le partenariat transfrontalier.

15. Tout en félicitant la Force multinationale conjointe, la Force du G5 pour le Sahel et les Forces de sécurité et de défense des pays touchés par les conflits, les chefs de mission ont exprimé leur vive inquiétude face au cycle de violence ethnique et de vengeance qui cible les civils, tant par des acteurs étatiques que non étatiques, au Burkina Faso et au Mali ; à la détérioration continue de la situation sécuritaire dans les pays du bassin du lac Tchad ; aux enlèvements contre rançon, aux attaques de bandits et de milices et aux affrontements entre éleveurs et agriculteurs dans tout le Nigeria ; et à la situation humanitaire difficile qui prévaut dans toute la région. Les chefs de mission ont souligné la nécessité d'adopter une approche globale pour relever les défis posés par les organisations terroristes et les autres acteurs non étatiques violents, en mettant l'accent sur la sécurité, le respect des droits de l'homme et de l'État de droit, la gouvernance et le développement, tout en encourageant les autorités à continuer d'intégrer la stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience des zones touchées par le Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

16. Les chefs de mission ont pris note de l'exposé du RSSG Fall sur la situation en Afrique centrale et sur les efforts déployés par les États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) pour promouvoir la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et le développement socio-économique dans la sous-région. Ils ont félicité les chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC pour l'adoption des instruments de réforme de la CEEAC le 18 décembre 2019 et ont réaffirmé l'engagement des Nations unies à apporter leur soutien à la mise en œuvre de la réforme. Ils ont également salué la détermination de l'UNOCA et de l'UNOWAS à continuer de travailler en étroite collaboration avec la CEEAC et la CEDEAO pour soutenir la mise en œuvre de la Déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique centrale et occidentale, et à rendre opérationnel le Centre interrégional de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la sécurité et la sûreté maritimes en Afrique centrale et occidentale.

17. Les chefs de mission ont salué les efforts déployés par les partenaires nationaux, régionaux et internationaux dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic dans la région, en reconnaissant que le fléau de ces pratiques continue d'aggraver l'insécurité et de menacer la stabilité de la région en finançant des organisations terroristes et d'autres groupes violents et en sapant l'autorité de l'État et les économies officielles de la région. Les chefs de mission ont réitéré la menace que représente la criminalité transnationale organisée, des trafiquants d'armes, d'êtres humains et de drogues illicites, ainsi que le lien entre ces activités et les organisations terroristes et autres groupes violents de la région ; ils ont également souligné l'urgence des efforts déployés par les Nations Unies et d'autres partenaires

internationaux pour soutenir et aider à renforcer la capacité des institutions nationales à lutter contre ces facteurs de terrorisme et d'extrémisme violent.

18. La réunion a salué les initiatives régionales visant à relever les défis persistants en matière de gouvernance, de sécurité, de besoins humanitaires et de droits de l'homme, y compris la violence sexuelle et celle basée sur le Genre, en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les chefs de mission demandent instamment aux gouvernements et aux parties prenantes concernées de continuer à améliorer le cadre législatif et institutionnel pour le respect des droits de l'homme fondamentaux, qui sont essentiels à la consolidation de la démocratie. La réunion a également reconnu les efforts déployés pour promouvoir l'égalité des sexes dans la région, mais a appelé à des progrès significatifs, notamment en ce qui concerne la participation des femmes aux processus politiques et de consolidation de la paix à tous les niveaux. En outre, les chefs de mission ont reconnu la pertinence et le potentiel d'une société civile renforcée dans la région.

19. Les chefs de mission ont convenu de continuer à renforcer leur coopération et à échanger sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés des transitions dans le cadre d'une approche intégrée avec les équipes pays des Nations unies, dans l'esprit de la réforme sur le repositionnement du système de développement des Nations unies.

20. Les chefs de mission ont convenu de continuer à coopérer et à renforcer l'échange d'informations entre leurs missions sur les questions clés touchant à la région.

21. Les participants ont exprimé leur gratitude au RSSG Mohamed Ibn Chambas pour avoir accueilli la réunion et ont convenu que la prochaine réunion se tiendra à Bamako en novembre 2020.

---

### **Bureau de Communications Stratégiques et de l'Information Publique**

Kouider Zerrouk, Chef de bureau - (+221) 33 869 85 60 / 77 332 49 28 - [zerrouk@un.org](mailto:zerrouk@un.org)

Angelita Mendy Diop, Chargée de communication - (+221) 33 869 85 47 / 77 450 61 81 - [mendya@un.org](mailto:mendya@un.org)

Cheikh A. Bamba Seye, Webmaster - Community Manager - (+221) 33 869 85 26 / 76 477 35 53 - [seyec@un.org](mailto:seyec@un.org)

Ngor, route de la plage - PO Box 23 851, Dakar Ponty (Sénégal)

 [www.unowas.unmissions.org](http://www.unowas.unmissions.org)

 [Facebook.com/UNOWAS](https://www.facebook.com/UNOWAS)

 [Twitter.com/UN\\_UNOWAS](https://twitter.com/UN_UNOWAS)

 [Flickr.com/UNOWAS](https://www.flickr.com/photos/UNOWAS/)